



Campement étudiant à l'UQAM en soutien à la Palestine  
**La LDL dénonce la brutalité policière lors d'une manifestation**

**Tiohtià:ke/Montréal, le 22 mai 2024** – La Ligue des droits et libertés (LDL) dénonce la brutalité policière dont les policiers du Service de police de la Ville de Montréal ont fait preuve ce lundi 20 mai envers les manifestant-e-s en marge du campement de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

La répression policière a pris la forme d'un déploiement important de policiers antiémeutes qui n'ont pas donné d'avertissement ni d'ordre de dispersion avant de foncer sur les manifestant-e-s. Des policiers ont frappé au visage des manifestant-e-s avec leurs boucliers et donné des coups de matraques, dans certains cas lorsque ceux-ci et celles-ci étaient au sol. Du gaz lacrymogène a également été utilisé, notamment sur le terrain de l'UQAM. Au moins 15 manifestant-e-s ont été blessé-e-s.

Dans une [lettre envoyée le 22 mai](#) 2024 à Valérie Plante, mairesse de la Ville de Montréal, et à Fady Dagher, directeur du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), la LDL demande à la Ville de Montréal de condamner publiquement les violences policières à l'endroit des manifestant-e-s. Les actions des policiers du SPVM ont porté atteinte au droit à la sécurité et à l'intégrité physique des manifestant-e-s ainsi qu'au droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique protégés par les *Chartes* canadienne et québécoise.

« Cet événement n'est pas sans rappeler un historique de répression policière des manifestations à Montréal que la LDL a dénoncé à maintes reprises au cours des dernières décennies. La LDL appelle M. Dagher et Mme Plante à garantir le respect de la liberté d'expression et du droit de manifester ainsi que l'intégrité physique des manifestant-e-s » déclare Laurence Guénette, porte-parole de la LDL.

La LDL est également très préoccupée par des propos tenus par des policiers du SPVM à la suite de la répression de la manifestation. Les propos en question ont été [enregistrés et publiés sur le réseau social Instagram](#) le 21 mai 2024. Au terme d'un échange de cinq minutes entre des policiers du SPVM et des représentant-e-s du campement de l'UQAM, des policiers ont dit ceci, en référence au campement des étudiant-e-s :

- Ça va faire mal *met* qu'on rentre là-dedans.
- Ça c'est sûr que ça va faire mal *met* qu'on rentre là-dedans.

« Il s'agit d'une intention explicite de faire usage de violence à l'encontre des étudiant-e-s en cas d'intervention policière dans le campement, alors que les policiers ont l'obligation de préserver les droits et la sécurité des manifestant-e-s », déclare Laurence Guénette, porte-parole de la LDL.

La LDL demande à la mairesse et au directeur du SPVM de condamner publiquement et urgemment ces propos ainsi que de garantir que le SPVM cessera toute atteinte à la sécurité et à l'intégrité physique des manifestant-e-s ainsi qu'à la liberté d'expression et au droit de manifester à Montréal.

Finalement, la LDL incite fortement les administrations de l'UQAM, de l'Université McGill et de l'Université de Sherbrooke interpellées par les campements, non seulement à agir dans le plus grand respect du droit à la liberté d'expression, mais également à prêter une oreille attentive aux revendications légitimes des étudiant-e-s concernant les liens de leurs établissements scolaires avec Israël dans le contexte actuel du génocide en cours en Palestine.

#### Faits saillants

Publication Instagram, « [Violence policière – Nouvelle attaque du SPVM sur la zone libre de l'UQAM](#) », 20 mai 2024, SDHPP-UQAM.

Publication Instagram, « [Le SPVM menace l'université populaire Al-AQSA de l'UQAM](#) », 21 mai 2024, SDHPP-UQAM.

### **À propos de la Ligue des droits et libertés**

Depuis 1963, la Ligue des droits et libertés (LDL) a influencé plusieurs politiques gouvernementales et projets de loi en plus de contribuer à la création d'institutions vouées à la défense et la promotion des droits humains. Elle intervient régulièrement dans l'espace public pour porter des revendications et dénoncer des violations de droits auprès des instances gouvernementales sur la scène locale, nationale ou internationale. Son travail d'analyse, de sensibilisation et de promotion est primordial pour que les droits humains deviennent la voie à suivre vers une société juste et inclusive, pour tous et toutes. Comme organisme sans but lucratif, indépendant et non partisan, la LDL vise à défendre et à promouvoir l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance des droits reconnus dans la Charte internationale des droits de l'homme.

### **Pour informations et entrevues :**

Elisabeth Dupuis, responsable des communications de la Ligue des droits et libertés  
Cellulaire : 514-715-7727